

**280 DEGRES**  
Capital social : 2000 €  
Siège social : 10 rue des Amandiers  
66330 Cabestany

## **STATUTS**

Le soussigné Nicolas MUNOZ né le 21 février 1973 à Perpignan, demeurant 10 rue des Amandiers 66330 Cabestany a décidé de constituer une société par action simplifiée et a adopté les statuts établis ci-après :

### **Article 1- FORME**

Il est formé par les présentes, une société par actions simplifiée unipersonnelle, elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L,227-20 du Code de Commerce.

### **Article 2- Objet**

La société a pour objet, tant en France qu'en Europe et dans le monde :

Bar, Brasserie, restauration à consommer sur place ou à emporter, épicerie

### **Article 3- Dénomination**

**La dénomination sociale est : 280 DEGRES**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « SASU » et de l'énonciation du montant du capital social .

### **Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé à : 10 rue des Amandiers 66330 Cabestany

Il peut être transféré en tout autre endroit, par simple décision du Président.

### **Article 5 – Durée**

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à quatre vingt dix neuf années (99 années) à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 6 – Apports en numéraire**

Le soussigné fait apport à la société, à savoir la somme en numéraire de 2000 euros  
Soit , une somme de deux mille euros correspondant à 2000 actions de 1 € chacune, souscrite en totalité et libérée de moitié, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi ,  
laquelle somme a été déposée, pour le compte de la société en formation, sur les livres de la banque comme le relate l'attestation suivante.

## **Article 7 – Capital social**

Le capital social est fixé à 2000 € , divisé en 2000 actions de 1 euro chacune .

## **Article 8- Modification du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi,  
Des fonctionnaires peuvent participer à la société dans les conditions prévues dans le code de la recherche,

Un financement participatif pourra être prévu par décision de l'actionnaire, dans le cadre de l'article L,411-2 du code monétaire et financier .

## **Article 9- Forme des actions**

Les actions sont nominatives, elles sont inscrites en compte, au nom de l'associé unique, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

## **Article 10- Cession des actions**

Le prix de cession est fixé de gré à gré.

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire, cette opération ne s'effectue qu'après la justification par le cédant du respect des disposition légales et statutaires,

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit .

## **Article 11- Clauses particulières relatives au transfert des actions**

Le partenaire ou le conjoint de l'associé unique apporteur de deniers avec qui il a contracté un PACS ou un mariage renonce à toute indivision et ne participera à toute décision de la présente société que le temps que les actions lui soient rachetées,

## **Article 12- Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de son apport, L'associé unique est tenu de libérer les actions dans les huit jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives,

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe,

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société,

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande

d'avis de réception dans le délai de quinze jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions, Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de sa modification à la société par lettre recommandée avec avis de réception,

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats ou il est réservé à l'usufruitier,

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée,

### **Article 13- Président**

La société est gérée et administrée par un président, Monsieur Nicolas MUNOZ né le 21 février 1973 à Perpignan, demeurant 10 rue des Amandiers 66330 Cabestany, est désigné comme premier président pour une durée indéterminée.

Le président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions notamment de rémunération fixée par l'associé unique.

Le président représente la société à l'égard des tiers, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

### **Article 14 – Conventions entre la société et le président**

Le président avise l'expert-comptable désigné en décision collective, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui même et la société, dans le délai de un mois à compter de la conclusion des dites conventions, il informe également l'expert comptable des conventions conclues avec la société dans laquelle il est directement ou indirectement intéressé, A l'occasion de la consultation de l'associé unique sur les comptes annuels, l'expert comptable présente à l'associé unique un rapport sur l'ensemble de ces conventions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le président l'ayant conclu, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

### **Article 15- Décisions de l'associé unique**

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- Modification des statuts ;
- Approbation des comptes et affectation du résultat
- Quitus de la gestion du président
- nomination et révocation du président et des directeurs généraux
- nomination du ou des commissaires aux comptes

### **Article 16- Information de l'associé unique**

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information de l'associé unique lui sont communiqués par tous moyens, au moins quinze jours à l'avance, à l'occasion de toutes décisions ou consultations,

### **Article 17- Exercice social**

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre, le premier exercice social commencera à la date de création de la SASU et sera clôturé le 31 décembre 2024.

### **Article 18 – Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les dix huit mois de la clôture de l'exercice social, le président ou le directeur général est tenu de consulter l'associé unique sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé, ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Les dividendes sont attribués dans leur intégralité à l'associé unique.

### **Article 19- Dissolution et liquidation**

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif. La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision de l'associé unique.

La dissolution ne produit ces effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi,

L'associé unique qui décide de la dissolution désigne un liquidateur amiable et peut se nommer lui-même.

La dissolution, pour quelque cause que se soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

### **Article 20 – Contestations**

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation entre l'associé unique et les représentants légaux de la société, relativement aux affaires sociales à l'exécution des dispositions statutaires, seront tranchés par le tribunal de commerce du lieu du siège social de la société à l'initiative de la partie la plus diligente.

### **Article 21 – Engagements pour le compte de la société**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-après annexée, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté à l'associé unique.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, l'associé unique est réputé avoir agi pour son compte personnel.

Aux effets ci-dessus, passés et signés tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

L'immatriculation de la société au RCS de Perpignan emportera reprise de ces engagements par la société.

N.S

## Article 22 – Frais et publicité

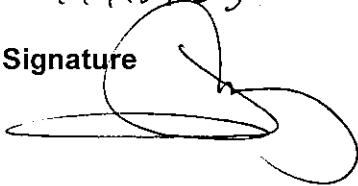
Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

Tous pouvoirs sont donnés au président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Fait à Perpignan le

\*\*\* 19/10/23.

Signature

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

